



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6, avenue du Général de Gaulle – CS 90 254
43 009 Le Puy-en-velay Cedex

Le Puy en Velay, le 28/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ Recyclage Valorisation Bois

40 avenue de la 1ère Division Blindée
Zone d'extension du MIN
84300 Cavaillon

Références : UID4243-DSSP-023-0250
Code AIOT : 0016500117

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement SUEZ Recyclage Valorisation Bois implanté Treysseyres 43300 Mazeyrat-d'Allier. L'inspection a été annoncée le 31/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Elle permet de faire le point par rapport à l'action nationale de visite des sites se trouvant dans les 100 m d'établissements Seveso.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ Recyclage Valorisation Bois
- Treysseyres 43300 Mazeyrat-d'Allier
- Code AIOT : 0016500117
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site RV Bois de Mazeyrat exerce une activité de compostage à travers différents types de bois qu'il reçoit (écorces, palettes, bois A et B, branchage, billons et grumes ainsi que délignures). Il se situe également dans les 100 m de l'usine Recticel, site Seveso.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risque incendie
- dossier de cas par cas pour le traitement de bois C (bois traités au créosote)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a trouvé un établissement plutôt bien tenu. La visite s'est déroulée dans d'excellente condition.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Risque incendie (100 m Seveso)	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7	/	Sans objet
3	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 9.4.1	/	Sans objet
4	Condition d'exploitation : surveillance de l'humidité	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 8.1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Evolution des activités exercées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre les différents documents mentionnés dans les différentes fiches. Il précisera en particulier, dans un rapport d'accident, les mesures prises pour se prémunir à l'avenir des phénomènes de fermentation initiant des départs de feu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evolution des activités exercées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des rubriques installations classées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La liste des rubriques installations classées sont précisées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral précitée. L'exploitant a également fait une demande de cas par cas en 2020, puis complétée en 2021 pour exercer une activité de traitement de bois dangereux, classe C sur son site de Mazeyrat d'Allier.
Constats : L'exploitant a indiqué que son projet de traiter du bois C sur son site n'est plus d'actualité. Cette activité était liée en effet à la prise d'un marché dans le cadre du traitement des poteaux téléphoniques pour le développement de la fibre optique. Ce marché n'ayant pas été pris, les demandes formulées précédemment n'ont ainsi plus lieu d'être. Une activité de travail du bois (rubrique 2410) pour une puissance machine de 22 kW est répertoriée sur le site. L'exploitant n'utilise plus le poste de découpe concerné par cette rubrique. Il fera part à l'inspection des installations classées de son souhait de conserver ou pas cette rubrique. A noter qu'un accident du travail est survenu il y a environ 5-6 ans sur cette machine. Un opérateur a été blessé dans le cadre de l'utilisation de l'équipement. Les procédures administratives sont toujours en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Risque incendie (100 m Seveso)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral ainsi que l'étude des dangers fixent les recommandations à respecter pour se prémunir du risque incendie, en particulier : <ul style="list-style-type: none">- permis de travaux par points chauds : article 7.5.2- les capacités de rétention du site : article 7.4- les moyens de lutte contre l'incendie : article 7.2.3- distance entre les tas de compostage : article 7.2.1 L'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du site précise en outre que des rapports d'accidents doivent être transmis à l'inspection des installations classées en cas de demande de sa part. Les rapports précisent en particulier les mesures prises pour éviter le renouvellement d'un événement similaire.
Constats : 1. L'exploitant devra transmettre le dernier permis de feu émis sur son site. Dans le cadre de la visite, les permis de feu complétés n'ont pas pu être présentés. Seul un formulaire type était disponible. 2. Un départ de feu est survenu le 03/10/2021 (ARIA 58034) sur un stock de copeaux de bois. La cause du départ de feu semble être un phénomène de fermentation favorisé par le vent. L'exploitant devra préciser dans un rapport d'accident les mesures prises afin qu'un tel phénomène ne survienne plus à l'avenir. 3. La visite sur site a permis de vérifier : <ul style="list-style-type: none">- l'existence du bassin de rétention qui récupère les eaux d'extinction en vue de l'arrosage des andains- le bon état de la bâche qui sert de réserve incendie (volume 160 m3)- les stockages sont bien espacés les uns des autres et des limites de propriété (la vérification de la distance entre les tas est réalisée en comptant le nombre de pas entre 2 tas ou à la roue), leur hauteur est contrôlée à l'aide d'une pège ou de points de repère (hauteur d'un camion, repère télécopique...); Action attendue de la part de l'Administration (délai 1 mois): transmettre les documents demandés aux points 1 et 2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, émission des bilans de fonctionnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article précité de l'arrêté d'autorisation du site précise les documents que doit transmettre l'exploitant en plus des éléments informatiques (Gerep, Gidaf), figurent en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bilan environnement annuel qui précise l'utilisation faite de l'eau, la masse annuelle des émissions de polluants; - le rapport annuel qui présente tout élément d'information pertinent survenu lors de l'exploitation de l'installation lors de l'année écoulée - les informations prévues par le R125-2 du code de l'environnement à destination du Préfet et des collectivités locales dont la nature et la quantité des déchets traités sur le site, le rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation. <p>Constats : Les rapports mentionnés ci-dessus n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant procède néanmoins au remplissage des logiciels Gidaf, Gerep (émission polluantes, déchets), mais ces derniers ne sont pas accessibles d'une part aux services de l'Etat (collectivité territoriale, préfecture) et ne répondent pas, d'autre part, à la prescription de l'arrêté préfectoral (estimation des économies d'eau, communication sur les flux de déchets sur le site, reporting sur les accidents survenus sur les installations...).</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il travaillait sur la refonte de son système informatique pour produire plus rapidement ces différents indicateurs.</p> <p>Action attendue de l'administration : transmettre le rapport 2022 sous 1 mois avec des indications sur l'évolution de la consommation d'eau du site vis à vis du volume d'activité des années antérieures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Condition d'exploitation : surveillance de l'humidité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2015, article 8.1.4
Thème(s) : Autre, Règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article précité prévoit une mesure d'humidité depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Les humidités des écorces et autres produits utilisés sont reprises dans l'étude des dangers du site.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué qu'il ne réalisait actuellement pas un tel contrôle. Action attendue de la part de l'administration (délai un mois) : préciser les modalités de contrôle à l'avenir.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Photographies des installations prises le jour de la visite

